

COLOMBIE: DES INTÉRÊTS DIVERGENTS POUR UNE GUERRE SANS FIN

François Audet

Avril 2003

Bien que la Colombie soit l'une des plus anciennes démocraties d'Amérique latine et qu'elle possède une forte économie, ce pays est l'un des plus violents au monde avec quelque 30 000 victimes par année, dont 3 000 à 6 000 sont directement la cible du conflit armé. De plus, on compte annuellement 3 000 enlèvements et disparitions de toutes sortes. En fait, la société colombienne subit une guerre civile depuis près de 50 ans. Ce conflit a débuté bien avant l'avènement des cartels et autres producteurs de cocaïne. Le tout a été amorcé en 1948 avec l'assassinat du charismatique dirigeant du Parti Libéral Jorge Eliecer Gaitan. Cet événement a engendré un violent conflit entre les deux principaux partis, les Libéraux et les Conservateurs, faisant plus de 300 000 morts. C'est seulement à la fin des années 1950, suite à un bref intervalle militaro-autoritaire, qu'une paix partielle fut instaurée grâce à l'alliance entre les deux grands partis. L'union ainsi formée avait convenu de s'échanger le pouvoir tous les 4 ans, pour une période de 16 ans. Cette coalition, nommée Frente Nacional (« Le Front National »), excluait tous les autres partis politiques. En réaction à cette union incestueuse, différents groupes armés de type « guérilla » ont émergé. Les groupes les plus importants nés de ces circonstances sont le FARC (Front Armé Révolutionnaire de Colombie), fortement influencé par la révolution cubaine, ainsi que l'ELN (l'Armée de la Libération Nationale). À l'époque de leur fondation, ces deux mouvements de gauche étaient engagés dans la libération de territoires et prônaient l'équité sociale¹.

¹ *Report of the Manager of the SSN (National System for Information and Comprehensive Assistance to the Population Displaced by Violence) to the Colombian Senate, March 20, 2001.*



Un mouvement de droite, les paramilitaires de l'AUC (Groupe d'Autodéfense Uni de la Colombie) s'est par la suite levé pour faire contrepoids aux groupes d'extrême gauche. Ce mouvement a été appuyé par l'armée colombienne opposée à la guérilla et à tous ceux qui partageaient les mêmes aspirations politiques². En fait, c'était le début du long affrontement qui se poursuit aujourd'hui entre les deux principaux groupes de gauches (FARC et ELN) et le mouvement d'extrême droite des paramilitaires (AUC).



« No FMI » indiqué clairement au centre ville de Bogota démontre la résistance aux politiques économiques internationales actuellement en vigueur dans le pays (Bogota, 2002).

Aujourd'hui, la complexité du conflit n'est plus seulement imputable aux débats politiques des différentes factions mais également à plusieurs autres acteurs et intérêts implicites.

En fait, si le conflit a émergé suite à des débats idéologiques, il est maintenant étroitement relié aux narcotrafiquants et à toute l'industrie adjacente (production, transformation, transport, etc.) ainsi qu'à l'extraction pétrolière. La guerre contre les narcotrafiquants a ainsi dégénéré en un conflit civil sans précédent, perturbant l'ensemble de la société colombienne et latino américaine.

Dans le contexte actuel, il est évident que toute les initiatives de paix seront difficiles à mettre en œuvre, et ceci en

raison des profondes divergences entre les acteurs d'une part, et que des intérêts économiques sous-jacents d'autre part. Cette polarité entre les différents intérêts semble aboutir à une impasse, tant leur logique et leurs exigences les éloignent. Ainsi, la suspension des négociations pour la paix en février 2002 entre le gouvernement colombien d'Andres Pastrana et le FARC a entraîné une aggravation significative des

² *Global IDP Database, 02-07-19, Colombia, Profile Summary, p: 1-7, www.idpproject.org*

combats et des actes terroristes, provoquant le déplacement de centaines de milliers de Colombiens³. Cet élément démontre l'échec des efforts tentés pour la reconstruction de la paix en Colombie par les différentes factions.

Il y aurait actuellement entre 2 et 3 millions de personnes déplacées dans le pays⁴. Concentrés dans les zones urbaines et les frontières, ils vivent dans des conditions de pauvreté extrême⁵. L'évaluation du nombre de personnes déplacées place la Colombie au troisième rang mondial, après l'Angola et la Somalie. Le chiffre tend d'ailleurs à augmenter significativement depuis les 10 dernières années et rien jusqu'ici ne laisse présager un renversement de tendance. Les principales causes du déplacement forcé des populations à l'intérieur du pays sont l'intensification du conflit armé et les violations des droits de la personne et du droit humanitaire⁶. De plus, les mesures prises par l'État colombien pour s'attaquer aux causes du déplacement et protéger les personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été jusqu'à présent inefficaces.

Avec l'arrivée du nouveau gouvernement de droite d'Alvaro Uribe, les activités militaires ont été relancées et on peut s'attendre à ce qu'il y ait davantage encore de déplacements de population. En fait, le 7 août dernier, la population de Colombie, excédée du conflit, a voté massivement pour un gouvernement de droite, qui a promis de mettre un terme au conflit, peu importe le prix. Uribe a émis son premier décret militaire le 10 septembre dernier, en permettant la création des "zones de réhabilitation et de consolidation", où le pouvoir de l'armée remplace le gouvernement local existant et où des arrestations et des perquisitions sans ordre judiciaire peuvent être effectuées par des autorités militaires. Ajoutons à ceci le fait que, conséquence directe des événements du 11 septembre 2001, les différents groupes armés sont maintenant inscrits sur la liste américaine des organisations terroristes. En fait, le problème est loin d'être aussi simple à régler que ne le prétend le gouvernement. D'une part, le trafic des narcotiques rapporte beaucoup trop pour être endigué aussi facilement. Et d'autre part, il faut prendre en considération les intérêts pétroliers et l'enjeu stratégique que représente désormais pour les États-Unis la diversification géographique des approvisionnements en pétrole.

³ Global IDP Database, 02-07-19, Colombia, Profile Summary, p: 1-7, www.idpproject.org

⁴ OIM, Organización internacional para las migraciones. *Diagnostico sobre la poblacion desplazada en Colombia*. 2002.

⁵ Gonzalez Bustelo M., December 2001, *Desterrados. Forced Displacement in Colombia*, Cuadernos para el debate: 12, MSF-Spain.

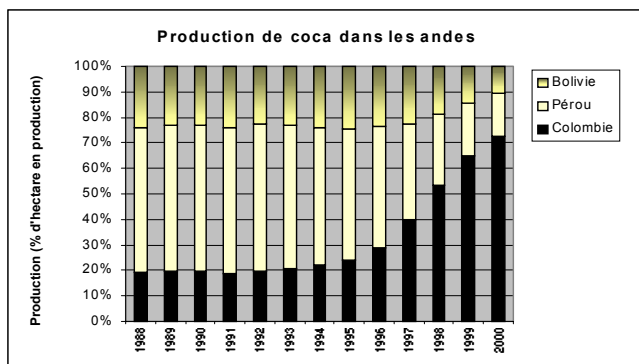
⁶ Codhes-Sides, *Encuesta Nacional de Hongras ano 2000* (National Poll of Households year 2000) in Codhes.org.co. Comité consultatif colombien pour les droits de l'homme et le déplacement.

Le commerce de la drogue

Véritable gagne-pain national, la production de drogue est en Colombie plus qu'une simple industrie. C'est une économie parallèle qui touche toutes les couches sociales. Que ce soit pour le compte des différentes guérillas, des narcotrafiquants eux-mêmes, de la classe politique colombienne ou encore pour contribuer à l'expansion du complexe militaro-industriel américain, la guerre civile semble rapporter actuellement beaucoup trop à ceux qui la font pour qu'une paix durable soit envisagée, à moyen terme du moins.

Le commerce de la drogue est un des éléments les plus importants de la vie politique et économique de la Colombie des vingt dernières années, mais est en constante évolution depuis le début des années 1980, lorsque les cartels de Medellín et de Cali dominaient le marché. Lors de la deuxième moitié des années 1980 et au début des années 1990, les cartels avaient fait de la Colombie le centre de transformation et du trafic de la coca produite au Pérou et en Bolivie.

L'éclatement des principaux cartels colombiens et les programmes de cultures alternatives financés à grande échelle par les États-Unis en Bolivie et au Pérou ont rendu plus difficile la production de la coca dans ces pays, les petits paysans péruviens et boliviens ayant une alternative économique légale. Avec une demande en cocaïne toujours grandissante, la production s'est donc graduellement déplacée vers la Colombie, qui se retrouve ainsi avec des infrastructures de production et de transformation. Aujourd'hui la production annuelle de cocaïne en Colombie est évaluée à environ 580 tonnes⁷.



Source: State Department International Narcotics Control Strategy Reports, 1996-2000

L'une des stratégies du gouvernement américain pour contrer le commerce de la cocaïne vise directement les zones de production (contrairement aux stratégies passées qui visaient les zones de transit tel que le Mexique et Haïti). Ainsi, à travers du « Plan Colombie » des milliers d'hectares ont été fumigés. Plusieurs s'interrogent sur l'efficacité de ce programme

⁷ Isacson, Adam : *La crise de la sécurité humaine en Colombie; La sécurité humaine en Amérique latine*. Forum du désarmement 2002. Genève, Suisse.

comme stratégie antidrogue. Malgré les résultats annoncés par les gouvernements américain et colombien, la production de coca en Colombie a plus que doublé depuis le début des fumigations. Cette stratégie anti-drogue n'a eu comme effet que le déplacement géographique de la culture de la coca. Des discussions ont alors débuté entre les gouvernements colombien et américain. Ce dernier s'est dit prêt à octroyer une aide militaire d'envergure. Cet accord fut conditionnel à la préparation d'un plan d'action complet pour (1) renforcer l'armée, (2) freiner la récession économique du pays et (3) établir une stratégie de lutte anti-drogue au niveau national. Ainsi, en septembre 1999, un plan a pris forme et établissait une réforme majeure en matière militaire, incluant une stratégie de sécurité et de lutte contre le trafic de la drogue (et de la coca particulièrement). C'est donc le 11 janvier 2000 que l'administration Clinton présente au Congrès la contribution des États Unis pour ce qu'allait devenir le « Plan Colombia », soit une contribution de 1.3 milliards US\$. De ce montant, 860 millions US\$ étaient octroyés directement pour la Colombie et le reste, soit 440 millions US\$, allant aux pays limitrophes de la Colombie (Venezuela, Équateur et Panama principalement) et aux agences américaines de lutte contre la drogue⁸.

Ce plan garantissait au gouvernement colombien une aide sans précédent, reléguant la Colombie au troisième rang des pays bénéficiaires de l'aide américaine, derrière Israël et l'Égypte. L'élément de base de l'utilisation de ces fonds fut la création de « bataillons anti-stupéfiants » représentant une brigade militaire active de 2300 hommes au sein de l'armée colombienne. Le Plan Colombia permet également à ces unités militaires anti-drogue de recevoir en tout plus de 70 hélicoptères pour un montant total de 400 millions \$US, soit 30 hélicoptères UH-1 livré entre 1999 et 2000, 14 hélicoptères sophistiqués UH-60 Blackhawk livré en janvier 2002, ainsi que plusieurs autres livraisons à venir.

Sur le terrain, le Plan Colombia a eu pour conséquence une augmentation significative de la présence américaine en Colombie et aux frontières des pays adjacents. Cette présence fut tellement importante que le Congrès américains dut fixer un quota maximal de 800 personnes pouvant se trouver au même moment en Colombie dans le cadre du Plan Colombia (soit 500 conseillers militaires et 300 civils). Avec l'arrivée en janvier 2003 de 60 nouveaux conseillers militaires dans la région d'Arauca, une zone riche en pétrole et en production de coca, tout porte à croire que ce quota devra être augmenté et que les relations entre les administrations de Bush et d'Uribe se développent. Cette sur-présence américaine a cependant des effets négatifs. Entre autres, le FARC vient d'annoncer (23

février 2003) qu'il voulait négocier la libération de prisonniers militaires en échange de la libération de trois Américains pris en otage. Également, la forte présence américaine dans une zone complètement isolée (en plein jungle) à la frontière du Venezuela n'est pas sans soulever des interrogations sur la stratégie réelle des intérêts américano-colombiens : le pétrole.

(Voir graphique et tableau en Annexe)

Les intérêts pétroliers

La quête pour le pétrole se trouve également au centre de l'engrenage de la violence en Colombie. Ce pays, septième fournisseur des États-Unis, possède un potentiel d'extraction immense et encore méconnue. Bien que la production ait augmenté durant la dernière décennie de 100,000 barils par jour jusqu'à un plafond d'environ 844,000 en 1999, seul environ 20% des potentialités ont été identifiées. En 1997, dans une tentative de diminuer la dépendance à l'égard des approvisionnements du Moyen-Orient, l'administration Clinton avait annoncé un recentrage de sa politique vers la Colombie et le Venezuela en tant que pays producteurs principaux.

Cependant, assurer la protection de l'extraction du pétrole colombien implique de débarrasser les territoires possédant un potentiel des principaux groupes armés qui convoitent ces mêmes zones pour la production de la coca. Ceux-ci sont cependant déterminés à défer l'industrie pétrolière. Dans un effort pour décourager les investissements, et pour saboter la stabilité économique du gouvernement colombien, la guérilla, en particulier l'Armée de la libération nationale, s'attaque régulièrement aux pipelines. Celui de Caño Limón-Coveñas est une cible particulièrement fréquente. Long de 775 kilomètres, il achemine environ 35 millions de barils par an pour la multinationale californienne Occidental Petroleum entre Caño Limón, dans le département d'Arauca, près de la frontière avec le Venezuela, et le port de Coveñas, sur la côte caraïbe, à l'ouest de la cité balnéaire de Cartagena de Indias. Entre 1982 et 1999, les rebelles ont attaqué la canalisation à 586 reprises, générant une perte de 1,6 millions de barils. En 2001 seulement, la canalisation a été la cible de 170 attentats; ceux-ci ont entraîné un arrêt total des activités durant près de 8 mois. Afin de remédier à ces attaques, un programme de protection des oléoducs a été développé avec l'aide des stratèges américains. 98 millions de dollars ont ainsi été débloqués par l'administration Bush pour aider le gouvernement colombien à constituer un nouveau bataillon de la Brigade 18, de protéger les oléoducs contre les attaques des guérillas.

⁸ Center for international policy, 2002; *All aid to Colombia*, Washington, DC, CIP, April.
<http://ciponline.org/colombia/aido3.htm>



Source: STRATFOR. Copyright 2002 Strategic Forecasting LL

Comme le souligne Albert Legault⁹, les États-Unis cherchent à réduire leur dépendance au pétrole du Moyen-Orient. Dans cette perspective, ils ont annoncé en juillet 2002, leur intention d'étendre l'aide du « Plan-Colombia » anti-drogue à la lutte contre les rebelles du FARC et du ELN. Dans le cadre de l'escalade des dépenses militaires et des campagnes anti-terroristes de l'après-11 septembre, les États-Unis ont changé leur rhétorique et leur stratégie, assignant 98 millions de dollars supplémentaire à la lutte contre le terrorisme afin d'entraîner et d'équiper une « *critical infrastructure brigade* ».

Le 11 août 2002 lorsque Uribe annonça l'état d'urgence interne (décret 1837), celui-ci avait déjà établi clairement les grandes directions de sa politique de sécurité démocratique. Celle-ci est basée sur la création d'un vaste réseau d'informateurs, plus d'un million de personnes, et d'un contingent de 25,000 « soldat paysans ». Le 21 septembre 2002 sont décrétées les deux premières zones de réhabilitation et de consolidation dans les départements de Sucre, Bolivar et de l'Arauca. Le pouvoir militaire remplacera le pouvoir municipal dans 27 municipalités. Les autorités militaires auront les pleins pouvoirs: contrôle de la circulation et des déplacements des civils, restriction au droit à la résidence, instauration de couvre-feu, et interdiction des manifestations sociales non autorisées. Les étrangers seront obligés de détenir un visa temporaire spécial (incluant les journalistes et les travailleurs humanitaires). Étrangement, le tracé repris par cette zone de contrôle est lié directement à celui du pipeline Caño Limón-Coveñas.

Les groupes paramilitaires, créés par l'État colombien et alliés des forces armées depuis toujours, seront vraisemblablement utilisés sous un nouveau statut¹⁰. En fait, ceux-ci seront certainement recyclés à titre

d'informateurs ou de soldats paysans afin qu'ils soient exclus de la cible des Américains. Les organisations des droits de la personne (ou même les simples ONG humanitaires) sont maintenant sous haute surveillance.

Et le Canada?

De son côté, la politique étrangère canadienne récemment revue par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) se dissocie complètement des manœuvres américaines liées aux efforts de lutte anti-drogue ou de lutte contre le terrorisme. Effectivement, suite à l'arrêt des négociations entre le gouvernement colombien et le FARC en février 2001, le Canada a modifié sa politique d'aide à la Colombie. Bien que modeste comparativement à l'aide américaine, on constate néanmoins que le Canada consacra son assistance aux initiatives de résolution de conflits, par le développement socio-économique et le renforcement du respect des droits de la personne. Le Canada, qui est depuis longtemps impliqué dans les différentes initiatives liées au processus de paix, semble vouloir poursuivre son propre programme d'aide, indépendamment du Plan Colombia.

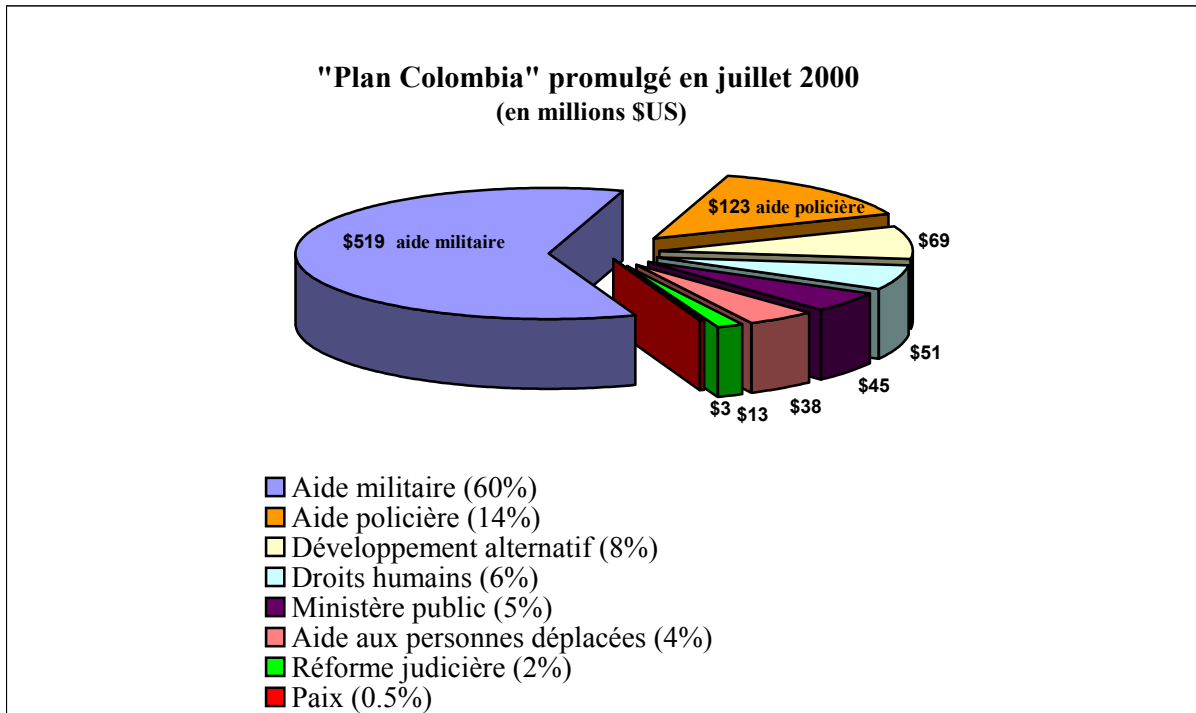
Le gouvernement canadien est présent en Colombie depuis 1969. Plus récemment et depuis le début de la « relance » des initiatives de paix, particulièrement sous le mandat de Pastrana, il a collaboré en mars 2001 avec l'ONU et quelques autres pays, aux négociations avec le FARC, des politiques à mettre en œuvre pour éradiquer la coca et mettre un terme aux narcotrafiants. Malgré l'échec des discussions, le Canada est perçu comme un leader en ce qui concerne les initiatives de paix en Colombie.

En fait la Colombie est encore loin d'un règlement qui permettrait à toutes les parties de cesser leurs activités violentes. Au contraire, le pays semble être une plateforme d'essai qui profite aux uns et contribue à l'appauvrissement des autres. Les tentatives de combattre la violence par des actions de violence ne font qu'attiser un foyer qui semble déjà être en effervescence. De toute manière, il apparaît que l'origine du conflit colombien ne s'avère pas en Colombie, mais plutôt là où l'on retrouve la demande de stupéfiants et de pétrole.

⁹ Albert Legault. Vers une nouvelle donne pétrolière? *Le Maintien de la paix*. Bulletin N62, janvier 2003.

¹⁰ « La guerra en el mundo ». *Revista de las Furezas armadas*. Bogota, mayo-agosto 1976.

Annexe



Source: *State Department International Narcotics Control Strategy*. 2001. Washington DC. Département d'état.
<http://www.state.gov/g/inl/rls/nrcrpt/2001/rpt/8477.htm>

Principaux fournisseurs de pétrole des États-Unis (2001)

Pays (régions) fournisseurs de pétrole aux États Unis	Part mensuelle de chaque fournisseur pour l'importation de pétrole des États Unis
Pays du golf (Bahreïne, Koweït, Arabie Saoudite et Émirats Arabes Unis)	20%
Mexique	17%
Canada	15%
Venezuela	13%
Nigeria	10%
Irak	8,5%
Colombie	5,0%

Source : *Petroleum Supply Monthly, Energy Information Administration, US Department of Energy*, June 2002.

